

Malgré la transparence exigée par les citoyens, les gouvernements verrouillent l'accès aux données.

La World Wide Web Foundation croit que les données ouvertes doivent être :



***pour tous, —
un droit pour tous.***



***dont les gens
ont **besoin**.***



***données aisément
exploitables.***

Dans cette édition du Baromètre, 1725 ensembles de données de 15 secteurs différents dans 115 pays ont été évalués. Nous avons constaté que la plupart des gouvernements ne respectent pas [les principes de base de la Charte sur les données ouvertes](#). Dans la majorité des cas, les politiques adéquates n'ont pas été mises en place, et la portée et la qualité des ensembles de données publiés sont insuffisantes.

Que sont les données ouvertes et pourquoi sont-elles si importantes ?

Les données ouvertes sont des données disponibles et pouvant être partagées gratuitement en ligne, sans aucun frais ni autre restriction. Sans des données adéquates, il est impossible de tenir les gouvernements pour responsables des décisions qu'ils prennent, des politiques qu'ils adoptent, et de l'argent qu'ils budgétisent et dépensent.



***Les gouvernements sont
trop largement tributaires
de tiers dans la création et le
maintien d'initiatives sur les
données ouvertes.***



***Seuls deux des 375
ensembles de données dans
notre analyse régionale sont
véritablement ouverts.***



***Seuls deux pays d'Afrique
subsaharienne – le Kenya et
l'Afrique du Sud – se
classent dans les 50
premiers pays.***



Faits saillants et résultats régionaux généraux

Cet aperçu régional couvre [les 25 pays d'Afrique subsaharienne évalués dans la quatrième édition du Baromètre](#). Quatre nouveaux pays ont été ajoutés depuis la troisième édition du Baromètre : la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Swaziland et le Togo.

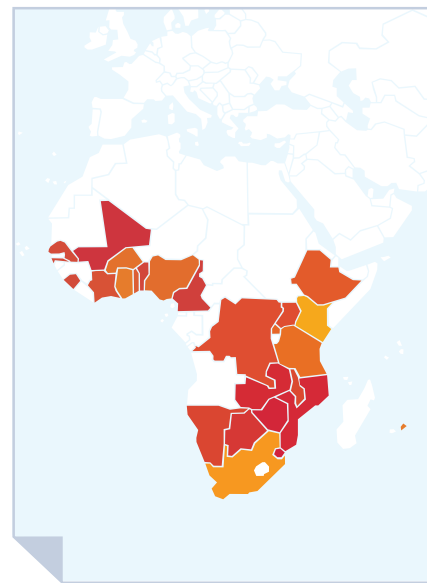
L'Afrique est à la traîne d'autres régions dans la mise en place et l'impact des données ouvertes. Aucun pays d'Afrique subsaharienne ne se trouve parmi les 30 premiers. Seul un pays, le Kenya, figure parmi les 40 premiers, alors que la région compte sept pays parmi les 10 derniers.

Le Kenya a gagné sept places et reste le champion régional, au 35e rang mondial. Le Ghana a bondi de 11 places mais n'a pas encore compensé l'important recul de l'édition précédente. D'autres pays tels que la Tanzanie ou le Burkina Faso enregistrent également une amélioration, surtout concernant la mise en œuvre.



Afrique Subsaharienne - Progrès régionaux

Rang	Score	Pays	Rang	Score	Pays
35	40	Kenya	93	11	Malawi
46	34	Afrique du Sud	98	9	Namibie
59	26	Maurice	98	9	Sénégal
59	26	Ghana	100	8	Sierra Leone
67	22	Tanzanie	103	7	Bénin
67	22	Burkina Faso	104	6	Botswana
70	21	Nigéria	107	5	Cameroun
71	20	Rwanda	108	4	Zambie
81	16	Éthiopie	110	3	Mozambique
81	16	Togo	111	2	Mali
90	12	RD du Congo	111	2	Zimbabwe
90	12	Uganda	114	0	Swaziland
93	11	Côte d'Ivoire			



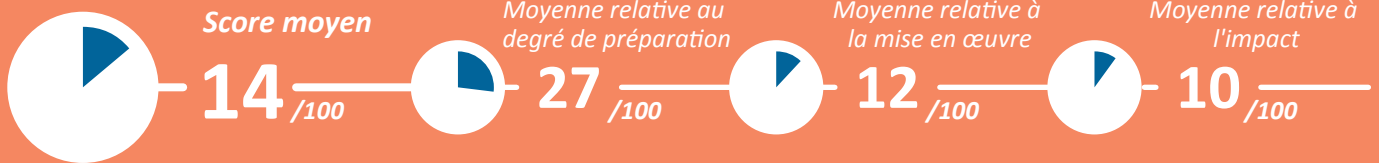
Produit par:



**WORLD WIDE WEB
FOUNDATION**

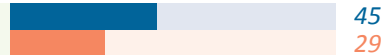
Traduit en français par:





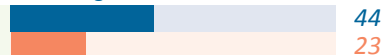
Degré de préparation aux initiatives sur les données ouvertes

Politiques gouvernementales

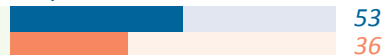


Certains pays tels que la Tanzanie, le Kenya et le Burkina Faso ont enregistré des améliorations en matière d'initiatives sur les données ouvertes, de politiques, d'engagement de la société civile et de soutien à l'innovation.

Actions gouvernementales

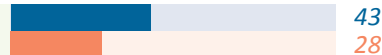


Citoyens et droits civils



Dans d'autres pays tels que le Nigeria, le Mozambique et Maurice, trois principaux domaines affichent une stagnation : le financement d'initiatives sur les données ouvertes afin d'en assurer la durabilité, la gestion appropriée des données et les réformes en matière de droit à l'information.

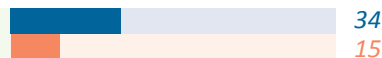
Entrepreneurs et affaires



Le **Nigeria** est bien placé pour être un leader en matière de données ouvertes en Afrique. Cependant, le pays semble reculer compte tenu du fait que ses données en matière d'éducation et de santé ne sont plus pleinement ouvertes en raison d'un manque de licences ouvertes. Néanmoins, quelques fortes initiatives menées par la société civile commencent à voir le jour dans le pays. Celles-ci comprennent [Your Budget](#), une initiative créée sur le principe que chaque citoyen devrait avoir accès aux budgets publics et pouvoir les comprendre. En outre, Tracka, un outil utilisé pour collaborer, suivre et formuler des opinions au sujet des projets gouvernementaux, permet de [diffuser des données sur les budgets et dépenses](#) publiées par le gouvernement.

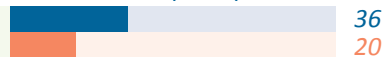
Mise en œuvre de programmes de données ouvertes

Données sur l'innovation

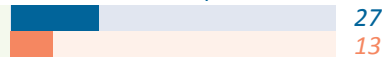


Le Rwanda et la République démocratique du Congo ont chacun un ensemble de données pleinement ouvert. Des améliorations significatives ont été réalisées par le Ghana, la Tanzanie et le Burkina Faso.

Données sur la politique sociale



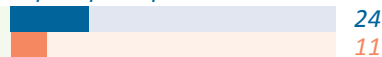
Données sur la responsabilisation



Même les champions régionaux affichent encore de faibles scores en matière d'ouverture des ensembles de données, tous les pays manquant de données pleinement ouvertes. Les ensembles de données sur la santé et l'éducation du Nigeria ne sont plus pleinement ouverts.

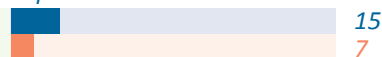
Impact actuel des données ouvertes

Impact politique

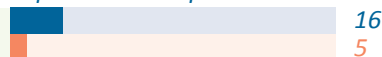


La plupart des pays enregistrent une amélioration concernant l'impact politique, comme le montrent des projets tels que l'initiative budgétaire sur l'[Argent des municipalités](#) en matière de transparence fiscale en Afrique du Sud.

Impact social



Impact économique

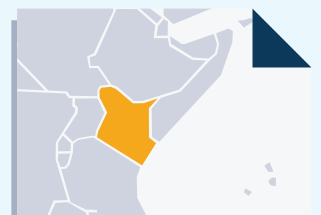


La plupart des pays affichent peu ou pas d'impact dans d'autres domaines tels que l'inclusion ou l'économie.

Scores moyens au niveau mondial



Scores moyens au niveau régional



Une étude menée au **Kenya** a examiné l'[impact des données ouvertes au sein des communautés de citoyens](#), mettant l'accent sur la fourniture de services concernant la santé, l'eau et l'éducation. Les résultats ont révélé que la faible qualité des données disponibles limite leur utilisation. Un autre exemple est le [Hunger Safety Net Program](#) (programme de filet de sécurité contre la faim), qui a élaboré un tableau de bord pleinement interactif servant à afficher des informations sur les transferts de fonds pour aider les personnes vulnérables et pauvres au Kenya. Cette initiative offre le potentiel d'améliorer le partage de données entre les agences, avec à la clé une plus grande efficacité.